

RD-CONGO



# LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200F CFA

www.adiac-congo.com

N° 4756 MARDI 21 AVRIL 2024



Le procureur général près la Cour des comptes, Salomon Tudieshe

## GOUVERNEMENT

# Les ministres sortants dans le collimateur de la Cour des comptes

En cette période où le gouvernement sortant gère les affaires courantes, le procureur près la Cour des comptes a indiqué, dans une récente mise au point, qu'aucun cas de dé-

tournement des deniers publics ne sera impuni. Les ministres sortants, a-t-il déclaré, ne pourront plus bénéficier de l'impunité qui a été la leur durant leur mandat.

Page 3

## ENJEU DE L'HEURE

# Plus de malentendus dans les rapports entre l'Eglise catholique et l'État



Le président Félix Tshisekedi a reçu, jeudi dernier, à la cité de l'Union africaine, le cardinal Fridolin Ambongo venu le rencontrer sur sa propre demande. Les deux personnalités ont saisi l'opportunité pour lever tout équivoque qui envenime leurs relations et sont décidées de regarder désormais dans la même direction.

Page 3

*Poignée de mains entre le président Félix Tshisekedi et le cardinal Fridolin Ambongo*

## GOUVERNANCE

# Des numéros verts pour dénoncer des actes de corruption



## OBSERVATOIRE DE LA DEPENSE PUBLIQUE

### ODEP

La décision de l'Observatoire de la dépense publique (Odép) vise à pousser la population de la République démocratique du Congo (RDC) à prendre à bras-le-corps le phénomène de la corruption en vue de l'éradiquer. L'Odép plaide, par ailleurs, pour la réhabilitation de la fonction contrôle au sein des inspections sectorielles dans l'administration publique.

Page 3

## ASSEMBLÉE NATIONALE

# Félix Tshisekedi rappelle les défis de son nouveau quinquennat aux membres de la majorité



Le chef de État, Félix Tshisekedi, a rappelé, le 17 mai, au cours d'une rencontre avec les députés de la majorité, les principaux défis qui attendent la nouvelle législature. Quant à l'exercice parlementaire, le garant de la nation a fustigé les anti-valeurs constatées au cours des précédentes législatures.

Page 2

*Une vue de l'assistance pendant la rencontre*

## ÉDITORIAL

## Jeunesse battante

Il n'est pas donné d'aborder la question sensible de l'avenir des jeunes dans notre pays sans faire allusion aux actes de violence imputés à une composante de cette couche de la population. En présentant le chômage et l'absence de perspectives comme la cause principale de l'incivisme en milieu juvénile, la société se laisse convaincre que l'avenir est incertain pour tous les enfants sans exception.

Regarder la question sous un angle défaitiste est une erreur grave car à côté des jeunes enclins au brigandage parfois à l'âge où ils devraient encore être sur le banc de l'école, on en trouve d'autres infiniment plus nombreux qui, malgré les difficultés de tous genres, ont conscience de leur futur : il y en a ceux qui poursuivent leurs études avec assiduité ; tandis que d'autres embrassent divers métiers du secteur tertiaire et finissent par s'autonomiser.

Ceci pour dire qu'il est indispensable d'envisager la prise en charge des jeunes en raisonnant de façon globale. En même temps qu'il met tout en œuvre pour réaliser son projet de réinsertion des jeunes à travers la création des centres appropriés, le gouvernement devra apporter son entier soutien aux nombreuses initiatives privées dédiées à la formation aux petits métiers.

Et toujours améliorer les conditions d'apprentissage dans les établissements scolaires et universitaires à Brazzaville et à l'intérieur du pays où est formée l'élite de cette jeunesse battante, toute considération gardée, qui servira demain.

Les Dépêches de Brazzaville

## ASSEMBLÉE NATIONALE

## Félix Tshisekedi rappelle les défis de son nouveau quinquennat

Une ambiance bon enfant teintée de convivialité a régné, le 17 mai à la Cité de l'Union africaine, au cours de la rencontre entre le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, et les membres de la majorité parlementaire à l'Assemblée nationale.



Une vue de l'assistance pendant la rencontre sur l'élection des membres du bureau définitif de la chambre basse du Parlement, le chef de l'État a recommandé qu'il soit revu et corrigé en tenant compte de la représentativité de la Grande Orientale, forte d'une soixantaine d'élus nationaux, ainsi que de la représentativité significative de la femme. En sa qualité de chef de la majorité, le président Félix Tshisekedi a enjoint les six membres du présidium à se concerter en urgence avec les chefs des regroupements politiques afin de revoir la composition de ce bureau définitif de l'Assemblée nationale.

Sylvain Andema

Cent quarante-six députés nationaux et une quarantaine de chefs de regroupements politiques de l'Union sacrée de la nation (USN) ont été reçus par le chef de l'État. L'occasion pour lui de donner sa lecture des faits par rapport à l'impasse politique actuelle constatée au niveau de la chambre basse du Parlement qui peine à installer son bureau définitif. Le retard pris par l'institution à propos commence à agacer et il était indiqué que le président Félix Tshisekedi, en tant qu'autorité morale de l'USN, puisse montrer la voie à suivre. Dans son allocution introductive, il a rappelé les principaux défis qui

attendent cette législature, notamment les réponses aux questions sécuritaires, sociales et de l'emploi des jeunes. « Nous devons faire de ces défis nos priorités ; j'appelle à l'éveil de votre conscience collective », a-t-il dit.

Quant à l'exercice parlementaire, le garant de la nation a fustigé les antivaleurs constatées au cours des précédentes législatures. « Je n'hésiterai pas à dissoudre l'Assemblée nationale et renvoyer tout le monde à de nouvelles élections si ces mauvaises pratiques persistent », a-t-il martelé.

Au sujet du ticket présenté par le présidium de l'USN

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédaction en chef délégué : Quentin Loubou  
Dorly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault  
Adjoint à la direction : Kiobi Abira  
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint : Elvy Bombete  
Coordonnateur : Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundaka Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## ENJEUX DE L'HEURE

## Plus de malentendus entre l'Eglise catholique et l'État

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a reçu récemment à la cité de l'Union africaine le cardinal Fridolin Ambongo venu le rencontrer sur sa propre demande.

L'entretien avec l'archevêque de Kinshasa a eu lieu en présence du chargé d'affaires de la Nonciature apostolique, Mgr Andriy Yevchuk, et a duré près de deux heures. « Dans les tumultes qu'on a entendus sur les réseaux sociaux ces derniers temps, j'avais souhaité rencontrer le chef de l'Etat. Il m'a donné cette opportunité aujourd'hui. En tant que responsables du pays, le président de la République et le cardinal de la RDC se sont rencontrés pour faire la lumière sur différents points », a déclaré le prélat catholique au sortir de cette audience. « Cela a été un moment de clarification. Là où les hommes se parlent, les choses sont claires.



Poignée de mains entre le président Félix Tshisekedi et le cardinal Fridolin Ambongo

C'est avec un sentiment de grande satisfaction et de gratitude vis-à-vis du chef de l'Etat que je sors de ce bureau », a-t-il poursuivi. « Pour moi, normalement, il n'y a plus de problème. Il y a eu plus de malentendus que de vrais problèmes. C'était nécessaire qu'on se rencontre sur tous ces sujets qui avaient peut-être créé des malaises. Et maintenant qu'on s'est parlé, tout devient claire », a commenté le cardinal.

Au sujet de ses déclarations, le prélat a dit qu'il s'est agi d'un malentendu. « Je crois que nous nous retrouvons sur un seul point. En tant que chef de l'Etat, son souci est le bien du peuple congolais.

Il s'implique corps et âme pour que ce pays puisse retrouver sa sérénité et sa respectabilité sur la scène internationale. C'est le combat qu'il est en train de mener. De notre part, en tant qu'Eglise, notre souci est aussi le bien de ce même peuple », a-t-il renchéri. « Nous sommes condamnés à travailler ensemble main dans la main pour le bien-être de ce peuple et pour le bien de notre pays qui est aujourd'hui en péril à cause de la voracité des pays voisins que nous connaissons », a-t-il ajouté. À noter que c'est la première fois que les deux personnalités se rencontrent depuis la visite du pape François à Kinshasa, en janvier 2023.

**Sylvain Andema**

## GOUVERNEMENT

## Les ministres sortants dans le collimateur de la Cour des comptes

Deux ans après sa nomination, le procureur général près la Cour des comptes a évalué le rapport de son travail. Il en découle un triste constat pour les ministres sortants qui emportent avec eux tous les biens et meubles qui leur avaient été confiés pour l'exercice de leurs fonctions.

Les ministres sortants se livraient aux détournements des deniers publics, espérant constituer une garantie de survie après la fin de leur mandat. C'est fort de ce constat malheureux que le procureur général près la Cour des comptes, Salomon Tudieshe, les a prévenus de ne pas tomber dans les travers de leurs prédécesseurs au risque des poursuites. En cette période où le gouvernement Sama Lukonde est en train de gérer les affaires courantes, le procureur général près la Cour des comptes indique, dans une récente mise au point, qu'aucun cas de détournement des deniers publics ne sera impuni. « Par le passé, qu'est-ce que l'on a observé ? Les membres du gouvernement sortant emportaient les biens publics, qui leur avaient été confiés pour l'exercice de leurs fonctions.

*Nous rappelons que ceux qui seraient candidats à cette pratique doivent renoncer, parce qu'ils ne le feront plus sans pourtant être poursuivis. Ils ne pourront plus bénéficier de l'impunité qui a été la leur», a déclaré le procureur général. Salomon Tudieshe a ajouté : «Lorsque les nouveaux ministres prennent possession de leurs cabinets, il y a une pratique, celle notamment de refaire ou de réhabiliter le cabinet, même s'il a été refait il y a six mois. Ce qu'il y a derrière cette pratique, c'est que l'on concocte des marchés publics.»*

Notons que cette mise au point tombe à point nommé à l'heure où le nouveau gouvernement Judith Tuluka s'appête à prendre les commandes de la République.

**S.A.**

## GOUVERNANCE

## Des numéros verts pour dénoncer des actes de corruption

L'Observatoire de la dépense publique (Odép) vient d'annoncer l'opérationnalisation, dans les tout prochains jours, d'une adresse e-mail et des numéros verts en vue de permettre aux agents de l'administration, en particulier, et à la population, en général, de dénoncer les actes de détournement des deniers publics, de corruption et autres formes de prédation des finances publiques dans le pays.

La décision a été annoncée par le président du Conseil d'administration de l'Odép, le Pr Florimond Muteba, au cours d'une conférence de presse tenue le 17 mai à Kinshasa. Selon lui, l'objectif est de pousser la population congolaise à prendre à bras-le-corps le phénomène de corruption et de l'éradiquer. D'ici à la semaine prochaine, a annoncé le Pr Florimond Muteba, il sera mis en place une adresse e-mail et les numéros de téléphone verts qui vont s'appeler Odép/CCPM. Cela a pour objectif de décomplexer tous les Congolais qui sont dans l'administration publique. «Vous êtes à la présidence, à la primature, au ministère des Finances ou ailleurs et vous constatez qu'il y a des choses pas bien qui s'y passent, envoyez dans cette adresse e-mail. Je serai le seul à retenir le

*mot de passe. N'ayez pas peur, car vous serez protégés. Il y aura aussi des numéros de téléphone pour dénoncer», a-t-il assuré.*

Selon le président du Conseil d'administration de l'Odép, l'équipe de cette organisation va se réunir pour traiter les informations ainsi récoltées par ces canaux mis en place. «Nous demandons à la population congolaise de prendre à bras-le-corps le phénomène de la corruption et de l'éradiquer dans notre pays», a déclaré le Pr Florimond Muteba. Il a annoncé, dans le même registre, le lancement imminent d'un projet d'installation des observatoires locaux des dépenses publiques dans les provinces. A l'en croire, ce projet, qui consiste à ramener le combat pour l'assainissement de la gestion des finances

publiques au niveau de la base, sera d'abord lancé dans cinq provinces pilotes du pays. «Nous comptons mettre en place, environ 24h/24, des observatoires locaux de gouvernance participative qui feront le travail que l'Odép fait, même au niveau de la province, de la commune, des ETD de manière générale. Nous avons pris cinq provinces pilotes où nous allons installer ces observatoires de la dépense publique au niveau local. L'objectif, c'est de ramener cette lutte vers la base. Il faut outiller la population des ETD pour qu'elle soit capable de contrôler», a-t-il souligné. L'Odép plaide, par ailleurs, pour la réhabilitation de la fonction contrôle au sein des inspections sectorielles dans l'administration publique.

**Lucien Dianzenza**

## DOSSIER «IMMEUBLE AVE MARIA À GOMBE»

## La famille Muakadi réhabilitée dans ses droits

Le feuilleton judiciaire sur l'affaire du conflit parcellaire qui a opposé Tshisekedi Muakadi Winner, fils du directeur général de la Direction générale des Impôts (DGI), Barnabé Muakadi, à Hubert Bernard Mampengu, concernant l'immeuble Ave Maria, situé dans la commune de la Gombe, à Kinshasa, vient de se clôturer.

La fin du dossier tel que vient de trancher la justice tombe en faveur de la partie Mwakadi, selon la décision prononcée par l'inspecteur général des services judiciaires et pénitentiaires, Pierre Essabe Kamulete, qui a tranché, en sa qualité de premier avocat général près le Conseil d'État. Dans sa décision, ce haut magistrat s'est appuyé sur des éléments qui lui ont été transmis, dans le cadre de ce dossier, par l'huissier de justice, Me Nganga Bolebe. «Je relève que M. Tshisekedi Muakadi Winner, mineur d'âge représenté par sa mère, Tshituka Kabuayi Monique, bénéficiaire du jugement RC 123.127 du Tribunal de Grande instance de Kinshasa/Gombe, s'est, après annulation de l'arrêt de la Cour d'appel de Kinshasa/Gombe sous RCA 38755 du 29 octobre 2022 par la Cour de cassation sous RPP 1077, ce dernier devra être installé dans sa parcelle sus-localisée, faute d'obstacle légal non encore porté à ma connaissance à ce jour», peut-on lire dans l'arrêt de l'Inspecteur général des services judiciaires et pénitentiaires transmis à l'huissier de Justice.

Selon la décision du premier avocat général près le Conseil d'État, Winner Tshisekedi Muakadi devra être installé dans sa parcelle car, il n'y a aucun obstacle légal qui l'empêche de jouir de son droit. Une campagne de désinformation contraire au droit. Face à cette réalité de droit et de justice, l'opinion s'étonne de la propagation des faux bruits et de la campagne de désinformation et de diabolisation



Immeuble Ave Maria

menée contre le directeur général de la DGI, Barnabé Muakadi, père de Tshisekedi Muakadi Winner. Marchant à contre-courant courant de la justice congolaise, ces langues tentent, en effet, de faire passer Barnabé Mwakadi comme auteur de spoliation de cet immeuble querrellé dans cette affaire où la justice vient de dire le droit. «N'est-ce pas que c'est la Justice qui, dans un pays où règne l'État de droit comme la RDC, reconnaît légalement le droit de propriété à quiconque ?», se demande l'opinion proche de ce dossier.

Il est, en effet, rappelé que c'est Hubert Bernard Mampengu qui, par son avocat conseil, avait saisi l'inspecteur général des services judiciaires et pénitentiaires. Ce haut magistrat avait, à son tour, par lettre du 25 avril 2024, demandé à l'huissier de Justice de lui com-

munique le dossier pour examen, avec effet suspensif d'exécution. C'est donc après examen minutieux des éléments du dossier qui lui a été transmis par l'huissier que l'inspecteur général relèvera que la partie Winner Tshisekedi Muakadi est bel et bien propriétaire de l'immeuble Ave Maria. C'est avec son intime conviction qu'il va retourner, par sa lettre du 10 mai 2024, le dossier à l'huissier de Justice pour exécution du jugement sous RC 123.127 rendu en date du 28 novembre 2022 par le Tribunal de Grande instance de Kinshasa/Gombe. Dans cet arrêt, le Tribunal avait ordonné le déguerpissement de Hubert Bernard Mampengu de l'immeuble Ave Maria et de ceux qui y habitent de son chef. Le haut magistrat avait dit le jugement exécutoire nonobstant tout recours, uniquement en ce qui concerne le déguerpisse-

ment.

**Tshisekedi Muakadi Winner réhabilité**

En exécution du jugement sous RC 123.127 du Tribunal de Grande instance de Kinshasa/Gombe, Hubert Bernard Mampengu a été déguerpi de cet immeuble ainsi que tous ceux qui y habitaient de son chef. Winner Tshisekedi Muakadi, mineur d'âge représenté par sa mère Monique Tshituka Kabuayi, a été rétabli dans ses droits et a pris possession de l'immeuble Ave Maria. Selon les documents en sa possession, cet immeuble est bel et bien sa propriété achetée en bonne et due forme auprès de Hubert Bernard Mampengu, tel que le démontrent l'acte de vente signé entre les deux parties, l'acte de cession, ainsi que la procuration spéciale par laquelle Hubert Bernard Mampengu avait donné mandat à son avocat

conseil, Me Joseph Lumbla, de le représenter dans la vente de cet immeuble et de «poser tous les actes nécessaires pour la bonne fin de cette procédure (percevoir le prix de la vente et signer le compromis de vente). «Il y a même des photos qui attestent la procédure de la vente de cet immeuble Ave Maria, montrant clairement M. Mampengu Hubert Bernard, vendeur, en train d'apposer sa signature sur l'acte de vente», a indiqué une source proche de ce dossier.

«La RDC est un État de droit. L'heure de la spoliation des concessions et des parcelles est révolue, avec l'avènement de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la tête de ce grand pays au cœur de l'Afrique», a-t-elle ajouté.

Conscient de cette réalité, Barnabé Muakadi, directeur général de la DGI, respectueux des textes légaux, ne pouvait nullement verser dans une aventure de spoliation. Surtout qu'il s'agissait d'acquérir une propriété immobilière pour son fils, Winner Tshisekedi Muakadi. Pour autant que d'aucuns cherchent à politiser ce dossier dans le seul but de salir l'image de cet homme de Dieu, la justice congolaise, elle, vient de réhabiliter la famille Barnabé Muakadi dans ses droits les plus légitimes. Barnabé Muakadi sort ainsi lavé et la tête haute d'une année affaire de conflit parcellaire qui, en vérité, n'en aurait été une si jamais les enfants de Hubert Bernard Barnabé Muakadi n'avaient pas manipulé leur géniteur.

**Lucien Dianzenza**

**UNE ADRESSE E-MAIL  
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES  
PLUS RAPIDEMENT**

**regie@lesdepechesdebrazzaville.fr**



[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)

## COUP D'ÉTAT MANQUÉ

## Le Palais de la nation momentanément fermé

Les services de la Présidence de la République démocratique du Congo ont annoncé la fermeture temporaire du Palais de la nation, théâtre du putsch manqué dans la nuit du 18 au 19 mai.

«Pour les besoins de l'enquête liée à la tentative avortée de déstabilisation de nos institutions républicaines dans la nuit du 18 au 19 mai 2024, le directeur de cabinet du chef de l'État informe tout le personnel que l'accès au Palais de la nation sera interdit et que le travail se fera à distance à partir de ce lundi 20 mai, jusqu'à nouvel ordre», a indiqué un communiqué du 20 mai du cabinet du président de la République. Selon cette source, en effet, «cette mesure exceptionnelle et temporaire vise à permettre aux services spécialisés de procéder au relevé des indices sur la scène de cet événement malheureux». Le cabinet du président de la République appelle tous les responsables à répercuter cette décision dans leurs services respectifs. «Tous les directeurs, coordinateurs, chefs de service

et chefs d'équipe sont tenus de prévenir leurs collaborateurs afin d'assurer le strict respect de cette décision», a instruit le directeur de cabinet.

**La situation sous contrôle**

De son côté, le gouvernement a assuré l'opinion sur la maîtrise de la situation. Dans un communiqué, le ministre de la Communication et des Médias sortant, Patrick Mupaya Katembwe, a indiqué les mesures prises pour renforcer à la fois la sécurité des institutions, des officiels et de la ville de Kinshasa, après cette tentative de coup d'Etat orchestrée par des assaillants qui ont été neutralisés par les forces de l'ordre.

Il a, par ailleurs, noté que le gouvernement a appelé la population à la vigilance «pour dénoncer tout mouvement suspect des ennemis de la paix ainsi



Le Palais de la nation DR

que de leurs complices». Le porte-parole du gouvernement a aussi salué «la prompt réaction des forces de l'ordre et de sécurité qui ont déjoué cette aventure hasardeuse et mis en déroute ces assaillants».

Selon les témoignages des

assaillants capturés par les services de maintien de l'ordre, les résidences de la Première ministre, Judith Sumimwa; du vice-Premier ministre chargé de la Défense, Jean-Pierre Bemba; et du vice-Premier ministre chargé de l'Économie et candidat à la présidence

de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe, étaient les principales cibles, avant l'étape du bureau du président de la République, le Palais de la nation. Mais, en pratique, seuls la résidence de Vital Kamerhe et le bureau du chef de l'État ont été attaqués.

**Lucien Dianzenza**

## KINSHASA

## Une tentative de déstabilisation des institutions étouffée dans l'œuf

La ville de Kinshasa s'est réveillée ce 19 mai sous des crépitements de balles entendus aux petites heures de la matinée, au niveau de la commune de la Gombe. Des assaillants arborant des tenues militaires avec le drapeau de l'ex Zaïre ont fait une incursion au Palais de la nation.

Quelques heures plus tôt, rapportent des sources, le même groupe avait attaqué la résidence de Vital Kamerhe personnellement visé par cette opération. Les assaillants ont été confrontés à la résistance des éléments commis à la garde du leader de l'Union pour la nation congolaise. Il s'en est suivie une fusillade qui s'est soldée par la perte de deux policiers et d'un assaillant. Sur les vidéos partagées sur les réseaux sociaux au moment des faits, les auteurs de la tentative de coup d'Etat ont indiqué « vouloir changer des choses dans la gestion de la République ». La réaction des forces de l'ordre et de sécurité ne s'est pas faite attendre. Le dispositif déployé notamment aux



Le calme est revenu dans le quartier de la Gombé, ce lundi 19 mai, après la tentative d'incursion au Palais de la Nation (ARSENE MPIANA/AFP)

abords du Palais de la nation a permis de neutraliser les assaillants en un temps

record.

Dans la foulée, Christian Malanga, le chef de file de

l'opération, a été abattu et son fils arrêté avec des mercenaires étrangers. D'autres

ont pris le large en se jetant dans le fleuve, rapportent des sources.

Quelques heures après, le porte-parole des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), le général de brigade Sylvain Ekenge, est monté au créneau pour apaiser les esprits. «Une tentative de coup d'État a été étouffée dans l'œuf, impliquant aussi bien des Congolais que des étrangers», a-t-il indiqué.

Les FARDC, qui ont confirmé avoir le contrôle de toute la situation, ont demandé à la population de vaquer librement et calmement à ses occupations ; les assaillants ayant été mis hors d'état de nuire.

**Alain Diasso**

58<sup>E</sup> COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

# Mazembe conteste sa disqualification par le Conor de la Fécofa

Le Tout Puissant Mazembe de Lubumbashi a contesté la décision du Comité de normalisation (Conor) de la Fédération congolaise de football association (Fécofa), le disqualifiant de la 58<sup>e</sup> Coupe du Congo de football suite à son absence sur l'aire de jeu pour un match devant l'opposer au FC Nouvelle vie Bomoko.

Dans sa note, le Conor indiquait que TP Mazembe ne s'était pas conformé à l'article 202 des règlements généraux sportifs et les règlements de ladite compétition. Dans la même note, il signifiait le retrait de la compétition de Sanga Balende et du FC Les Aigles du Congo. Mais la direction de Mazembe a réagi contre cette décision par un appel. Le club de Lubumbashi évoque la réception tardive du règlement l'ayant mis dans l'impossibilité de répondre présent au stade pour le match de la Coupe du Congo contre Nouvelle vie Bomoko, le 16 mai. « Nous n'avons reçu le règlement de la compétition qu'en date du 14 mai à 18h45 pour un match programmé le 15 et reprogrammé le 16 du même mois », a argué le








Tout Puissant Mazembe. Pour la direction des Corbeaux du Grand Katanga, c'est inadéquat de mélanger les rencontres de la 29<sup>e</sup> édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot) à celles de la 58<sup>e</sup> Coupe du Congo, le premier calendrier étant insupportable au regard de la succession et du rythme des matches. Mazembe at-

taque donc la décision du Conor. «... Nous n'avons jamais fait preuve d'un non-respect des dispositions réglementaires », soutient Mazembe, dans l'attente d'une décision administrative conciliante afin de prendre à nouveau part à la Coupe du Congo après quasiment deux décennies d'absence.


Martin Engimo

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente  
Une sélection unique de la  
LITTÉRATURE CLASSIQUE  
(africaine, française et italienne)  
Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.


Un Espace culturel pour vos Manifestations  
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)



# ADIAC

Toute l'actualité  
Du Bassin du Congo  
EN VIDÉO



www.adiac.tv









 +336 11 40 40 56  
  
 info@adiac.tv  
  
 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



AGENCE D'INFORMATION  
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

## ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

# Le Rwanda et le Congo envisagent de collaborer

L'ambassadeur du Rwanda au Congo, Théoneste Mutsindashyaka, a assuré, le 17 mai à Brazzaville, la disponibilité de son pays à collaborer avec le Congo dans le secteur de l'enseignement technique, lors de sa visite de courtoisie avec le ministre de tutelle, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé.

Le diplomate rwandais a fait savoir à sa sortie d'audience que les échanges ont été axés sur la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'éducation. Les discussions ont permis de se concentrer sur divers domaines dont l'agriculture.

Théoneste Mutsindashyaka a souhaité une entente entre le Rwanda et le Congo afin de permettre l'élaboration des procédures qui aboutiront à un accord entre les deux ministères de l'Enseignement technique.

En effet, il a invité le ministre et ses techniciens à visiter son pays afin de prendre connaissance de leur expérience avant l'envoi des étudiants congolais dans les instituts techniques spécialisés en agriculture. « Nous avons commencé à mettre sur pied l'enseignement technique depuis l'année 2008. Le Rwanda a plus de douze à quinze écoles techniques avec des filières telles que la maçonnerie, la plomberie, l'électricité, les techno-



L'ambassadeur du Rwanda au Congo/DR

logies de l'information et bien d'autres », a indiqué l'ambassadeur rwandais.

Il a expliqué à cette occasion que la charge de coordonner l'enseignement technique au Rwanda est donnée à un éta-

blissement para-étatique. Toutefois, il existe quatre types d'enseignements par niveau dans son pays où chaque province possède un institut polytechnique.

Lydie Gisèle Oko

## DÉFENSE

## Le Bénin dément la présence de camps militaires français sur son territoire

Le gouvernement béninois et l'état-major français ont démenti catégoriquement les accusations nigériennes sur la présence de camps militaires français sur le territoire de ce pays d'Afrique de l'Ouest, ainsi que la formation de terroristes.

Les autorités béninoises et françaises ont rejeté les accusations nigériennes concernant l'existence de bases militaires françaises au Bénin. Selon le Niger, cette situation justifie le maintien de la fermeture de la frontière entre les deux pays. Des accusations qualifiées « d'affabulations » par le porte-parole du ministère des Affaires étrangères béninois, Wilfried Léandre Hounghédji. Mon « pays, contrairement au Niger jusque dans un passé récent, ne dispose d'aucune base militaire étrangère », a-t-il déclaré. Il a ajouté que le Bénin construit depuis 2022 de petits camps militaires dans les zones frontalières avec le Burkina Faso et le Niger pour prévenir et lutter contre le terrorisme. « Les tentatives d'incursions djihadistes que nous enregistrons proviennent essentiellement de ces deux pays » a-t-il précisé. En réponse aux accusations nigériennes de formation de terroristes sur le sol béninois, le porte-parole a insisté que son « pays n'abrite aucune cellule terroriste sur son sol et, par conséquent, ne forme pas

de terroristes pour aller attaquer un autre pays ». Selon lui, le Bénin n'a pas fait le choix du « populisme », critiquant implicitement les autorités nigériennes.

L'état-major des Armées françaises a indiqué qu'il « n'existe pas au Bénin de base militaire française (les seuls militaires permanents sont l'attaché de défense et les coopérants qui sont détachés auprès du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) ». Il précise toutefois qu'il y a « ponctuellement des Détachements d'instruction opérationnelle temporaires et de courte durée qui peuvent y être déployés, composés de militaires issus des éléments français au Sénégal ou des éléments français en Côte d'Ivoire pour appuyer, à leur demande, les forces armées béninoises par des actions de formation et d'entraînement ».

Par ailleurs, la France compte actuellement cinq implantations militaires en Afrique : au Tchad, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Gabon et à Djibouti. Pour sa part, le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, Chris-

tophe Lemoine, a affirmé que « par principe, il est évidemment faux qu'il puisse y avoir une quelconque formation de terroristes sur nos bases militaires ».

Les accusations nigériennes surviennent dans un contexte de tensions accrues entre les deux pays depuis le coup d'État du 26 juillet 2023 au Niger. Les relations se sont détériorées après que le Bénin a interdit l'embarquement du pétrole brut nigérien à partir du port de Sèmè, en réaction à la fermeture de la frontière par le Niger. Le Premier ministre nigérien de transition, Ali Mahamane Lamine Zeine, a justifié la fermeture de la frontière en affirmant qu'il y a « au moins cinq camps de l'armée française au Nord du Bénin, près de la frontière nigérienne, soutenant que des terroristes sont entraînés dans certains de ces camps pour venir déstabiliser le Niger ».

Le président béninois, Patrice Talon, a laissé entendre que son pays ne permettra pas le chargement de produits nigériens tant que la frontière reste fermée.

Noël Ndong

## ELECTION AU CAFRAD

## La Mauritanie sollicite l'appui du Congo

Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, s'est entretenu, le 17 mai, avec la ministre conseillère de la Mauritanie, le Dr Coumba Ba, porteuse d'un message du président Mohammed Ould Ghazouani à son homologue congolais.

Selon la ministre conseillère, la Mauritanie sollicite l'appui du chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, à la candidature de la Mauritanie au poste de directeur général du Centre africain de formation et de recherche en administration de développement (Cafrad). « Je remercie le président de la République, son excellence Denis Sassou N'Guesso, de m'avoir accordé cette audience, porteuse d'un message de son frère, son excellence Mohammed Ould Ghazouani, pour demander le soutien du président Denis Sassou N'Guesso à la candidature de la Mauritanie au poste de directeur général du Cafrad qui est un centre africain de perfectionnement basé au Maroc. La Mauritanie postule au poste de directeur général », a déclaré la ministre au sortir de l'audience.

Selon elle, la coopération bilatérale entre le Congo et la Mauritanie est excellente. « Les relations entre le Congo et la Mauritanie sont excellentes, séculaires, et basées sur un échange permanent entre les deux chefs d'Etat. Je transmettrais aussi le message du président Denis Sassou N'Guesso à son jeune frère, Mohammed Ould Azouani », a assuré la ministre.

Créé depuis 1964, le Cafrad a pour mission de servir de centre d'excellence et de soutien aux actions des gouvernements et des organismes connexes dans le renforcement des capacités, l'innovation dans l'administration publique pour une amélioration des services aux citoyens.

Yvette Reine Nzaba

## AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

## Aggravation de la faim en 2024

S'alimenter va représenter un réel défi pour plus de 50 millions de personnes durant la période de soudure, l'été prochain. C'est la conclusion de la récente enquête menée par des agences des Nations unies et des organisations non gouvernementales dans dix-sept pays.

Menée en coordination avec les gouvernements et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'enquête inclut des pays d'Afrique centrale (Cameroun). Selon l'étude, 52 millions de personnes auront du mal à se nourrir pendant la période de soudure, qui s'étend de juin à août. Cela représente 4 millions de personnes supplémentaires par rapport à la même période l'année dernière.

Dans le détail, 12% de la population, soit une personne sur dix, auront des difficultés pour accéder à des aliments sains et nutritifs en Afrique de l'Ouest et centrale au cours de cette période, d'après les projections réalisées par une dizaine d'organisations dont l'Unicef et Oxfam. Au Nigeria, cette insécurité alimentaire pourrait toucher 16% de la population, soit 30 millions de personnes. Au Tchad et en Sierra Leone, jusqu'à 20% de la population pourrait être concernée. Dans la région de Ménaka, dans le Nord du Mali, plusieurs milliers de personnes risquent de souffrir d'une « faim catastrophique » d'après l'enquête, ce qui correspond au niveau d'insécurité alimentaire le plus grave.

Excepté en Guinée, au Bénin, au Ghana et en Côte d'Ivoire, l'insécurité alimentaire va s'aggraver dans tous les pays étudiés au cours des prochains mois. En l'espace de cinq ans, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire a été multiplié par quatre en Afrique de l'Ouest et du centre, pointe le Programme alimentaire mondial. Les enfants de moins de 5 ans en sont les premières victimes. Près de 17 millions d'entre eux souffrent de malnutrition aiguë, un chiffre sans précédent. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette aggravation de l'insécurité alimentaire. Les conflits armés entravent les activités agricoles tandis que le changement climatique affecte les rendements.

N. Nd.

## AMBASSADE DU CONGO EN FRANCE

## Rodolphe Adada reçoit Carol Moseley Braun

Sur proposition du président de l'Association bana Ossio, Armel Ferret-Obami, l'ambassadeur de la République du Congo à Paris, Rodolphe Adada, a reçu à la chancellerie Carol Moseley-Braun en tant que nouvelle présidente de l'United States African Development Foundation, nommée récemment par le président des États-Unis, Joe Biden.

Le 17 mai à la mi-journée, de passage à Paris, Carol Moseley-Braun, faisant partie des « cent femmes américaines qui ont façonné l'histoire des États-Unis », a rendu visite à l'ambassadeur Rodolphe Adada en présence d'Armel Ferret-Obami, de Me Hachim Fadili, du premier conseiller Armand Rémy Ballou-Tabawe, des conseillers Larissa Ondzié Ongoni chargée des Congolais de l'étranger, et Zéphirin Iloki en charge de l'économie. Une telle initiative s'inscrit naturellement dans le cadre de l'éminente place qu'occupe la République du Congo au sein de l'échiquier africain, notamment au regard des perspectives et projets américains, a confié la présidente.

Pour Carol Moseley Braun, être reçue à l'ambassade du Congo était une réelle étape de renouement avec le continent africain après sa nomination au Conseil d'administration de la Fondation des États-Unis pour le développement de l'Afrique (Usadf), le 23 janvier dernier, par le président Joe Biden. Cette nomination, dont elle a prêté serment le 1er mai, jour de la fête du travail, a été entérinée par le Sénat américain.

C'est, en substance, la mise en pratique de la teneur des propos de son discours tenu à l'issue de sa prestation de serment, au cours duquel elle avait exprimé son ambition de renforcer le statut de la Fondation qui joue un rôle stratégique dans le soutien et l'accompagnement de nom-



Carol Moseley-Braun, présidente de l'United States African Development Foundation reçue par l'ambassadeur Rodolphe Adada, Paris, 17 mai 2024

breux programmes destinés à la population africaine la moins favorisée. « Ceci dans la vision du président Biden d'approfondir les relations américano-africaines », a-t-elle confié.

Elle est convaincue du rôle que joue le continent africain et estime que Washington doit mettre l'Afrique au cœur de ses priorités en investissant dans les domaines prioritaires tels que

la sécurité, le développement durable, le climat, l'écologie et l'économie.

Dans son intervention, Me Hachim Fadili du barreau de Paris, secrétaire de l'Association bana Ossio, a indiqué souhaiter que la République du Congo fasse partie de la feuille de route de la mission confiée à Carol Moseley-Braun jusqu'en 2029.

Il a également souligné l'apport

de l'agence gouvernementale dont la double dimension méritait d'être matérialisée, tant dans le sens des financements de projets présentés pour le Congo que pour assurer le relais auprès des plus hautes instances fédérales américaines, les nouvelles initiatives de développement congolais, assurant ainsi une collaboration optimale.

Pour Rodolphe Adada, c'était

l'occasion de dire à Carol Moseley-Braun que la porte de l'ambassade de la République du Congo à Paris lui était grande ouverte. En réponse à ce chaleureux accueil à son hôte, elle a exprimé la perspective d'une visite prochaine à Brazzaville.

Qui est Carol Moseley-Braun ? Native de Chicago, Moseley-Braun est une éminente femme politique américaine démocrate qui, après avoir été procureur général de l'Illinois, puis élue à la Chambre des représentants de l'Illinois pendant quatre mandats successifs, a été la première Afro-Américaine élue au Sénat du Congrès des États-Unis en 1992. Elle a également été ambassadrice des États-Unis en Nouvelle Zélande sous l'administration Clinton. Elle est aussi une entrepreneure reconnue. C'est donc ce profil idéal rompu aux arcanes de la diplomatie et de l'entrepreneuriat qui arrive à la tête de l'une des plus importantes agences de développement américaines créées par le Congrès américain en 2014.

L'Usadf est une agence gouvernementale américaine indépendante créée par le Congrès afin d'aider directement, entre autres, les entreprises de base et les entrepreneurs sociaux africains par le biais d'investissements. Elle crée des voies vers la prospérité pour la population marginalisée et les communautés mal desservies du Sahel, des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique.

Marie Alfred Ngoma

## HOMMAGE

## L'adieu des Congolais de l'étranger au ministre Michel Jean Martial Kongo

La communauté congolaise de France a vécu les dernières séquences des obsèques du ministre Michel Jean Martial Kongo avant le rapatriement de la dépouille au Congo. L'ancien ministre est décédé, le 1<sup>er</sup> avril, à Maizières-Les Metz, commune française de la Moselle.

Au cours de l'après-midi de vendredi 17 mai, au Funéraire des Joncherolles à Villetaneuse, département de la Seine Saint Denis, en région parisienne, dans une atmosphère de tristesse et de chagrin, s'est déroulée l'ultime séquence des funérailles du ministre Michel Jean Martial Kongo avant le rapatriement de la dépouille de l'illustre disparu au Congo.

Pour cette cérémonie, en présence de l'ambassadeur du Congo en France, Rodolphe Adada, se sont retrouvés les membres de la famille, les amis et connaissances, parmi lesquels Ouabari Mariotti, Guy Mafimba Motoki, Michel Kaya, Michel Malela, Alphonse Mannée Batchi, Doris Adampot, Aline Kandza et Dorothee Mannée

Batchi. Et, par solidarité, les anciens étudiants du département de géographie à l'Université Marien-Ngouabi Brazzaville auxquels s'est associé le professeur Daniel Loumouamou, Géographe, ancien collègue enseignant de l'illustre disparu.

De l'avis de ceux qui l'ont connu, l'ancien ministre était une figure d'envergure nationale. Il était un homme de valeur complet, attaché à ses obligations. Ils rappellent que dans sa jeunesse, c'était un gentleman, grand sportif, ayant fait de brillantes études secondaires et supérieures. Au cours de sa carrière professionnelle, au fil des années, il était devenu maître assistant de géographie, chercheur en sciences sociales, conférencier sur



L'ambassadeur Rodolphe Adada aux obsèques du ministre Michel Jean Martial Kongo DR

des problématiques humaines, ministre, ambassadeur.

Paterne Koubaka, un de ses anciens étudiants auquel sa

disparition évoque des souvenirs impérissables, s'est souvenu notamment de l'expression dont il usait pour ponctuer la fin de l'explica-

tion d'une thématique sur les transports lors d'un des cours qu'il dispensait : « notez donc... ».

M.A.N.



## CONGO-CHINE

# Cinq expériences à tirer de l'évolution des relations entre les deux pays, selon LI Yan

A l'occasion du séminaire international franco-congolais organisé récemment à Brazzaville par l'Académie des sciences d'Outre-mer, l'ambassadeur de Chine au Congo, LI Yan, a prononcé un discours dans lequel elle a défini les axes prioritaires du partenariat sino-congolais.

En cette année marquant le 60<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Congo, l'ambassadeur de Chine, LI Yan, pense qu'il faut d'abord développer un partenariat sur la base de « l'égalité, de la sincérité et de l'amitié ». Pour elle, les grands pays doivent traiter les petits pays sur un pied d'égalité, et rechercher les intérêts communs en privilégiant la primauté de la justice.

« Malgré la distance géographique et la différence en termes d'histoire, de culture, de système social et de niveau de développement, la Chine considère toujours le Congo comme un bon frère et un bon partenaire. Cette définition ne changera pas avec le développement de la Chine et l'évolution de son statut sur la scène internationale », a assuré la diplomate chinoise.

Dans ce sens, elle a rappelé la fréquence des échanges de haut niveau entre les deux pays, menés sans relâche au plus haut sommet de l'État par les présidents Denis Sassou N'Guesso et Xi Jinping. Elle a cité notamment les différentes visites d'État effectuées par les deux chefs d'État, les entretiens bilatéraux organisés à l'étranger, etc.

Plaidant en faveur d'une action dans le domaine de la sécurité, l'ambassadeur propose « la création d'une architecture de sécurité marquée par l'équité, la justice, l'engagement commun et le partage ». Elle a indiqué que « dans une ère de mondialisation économique, tous les pays sont étroitement liés et interdépendants en matière de sécurité. Aucun pays ne peut faire cavalier seul pour la sécurité absolue, et aucun pays ne peut réaliser la stabilité dans l'agitation d'autrui ».

LI Yan a rappelé que « la Chine, tout en poursuivant la vision de sécurité commune, intégrée, coopérative et durable, traduit activement en acte l'Initiative pour la sécurité mondiale avancée par le président Xi Jinping. Elle soutient fermement les efforts du Congo pour préserver la souveraineté, la sécurité et l'intégrité territoriale du pays et les efforts du président Denis Sassou N'Guesso dans sa médiation pour régler les dossiers brûlants régionaux, comme les questions liées à la Libye, à la République centrafricaine et à la République démocratique du Congo ».

La Chine souhaite que le Congo fasse pleinement valoir son rôle important en tant qu'« oasis de paix » en Afrique centrale pour trouver les solutions continen-



tales aux questions continentales et défendre la paix ainsi que la stabilité.

Troisièmement, la diplomate estime qu'il faut « rechercher un développement ouvert, innovant, inclusif et bénéfique à tous ». Elle a insisté sur le fait que « La prospérité et la stabilité mondiales ne peuvent pas être construites sur la base de l'appauvrissement des pauvres et de l'enrichissement des riches. Avoir une vie heureuse est l'aspiration commune de tous les pays et la modernisation n'est pas le privilège d'un seul pays ».

La Chine souhaite accompagner l'Afrique sur la voie vers sa modernisation et promouvoir la transition de la coopération sino-africaine dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la route », afin de mettre en œuvre l'Initiative pour le développement mondial avancée par le président Xi Jinping. La Route nationale n°1 en est un exemple concret, a-t-elle rappelé.

Pour répondre parfaitement à la stratégie nationale du Congo sur la diversification économique et de contribuer à la concrétisation du Plan national de développement 2022-2026, l'ambassadeur de Chine a fait savoir que son pays a développé « des projets de haut standard » au service du bien-être de la population et du développement durable dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'hydraulique et de l'agriculture.

Le quatrième point concerne la diversité culturelle. A ce propos, l'ambassadeur pense qu'il faut « promouvoir les échanges et l'enrichissement mutuel entre civilisations dans le respect de la différence ». La diver-

sité culturelle crée, d'après elle, « un monde multicolore. De la diversité naissent les échanges, les échanges conduisent à l'intégration, et l'intégration promeut le progrès. L'Afrique a un lien historique et naturel avec « la Ceinture et la route ».

En outre, la diplomate chinoise a relevé que dans l'histoire, la Route de la soie maritime a apporté le thé chinois, la porcelaine et les expériences de développement à l'Afrique, consolidé l'amitié et favorisé les échanges culturels entre la Chine et l'Afrique, devenant ainsi une « route d'amitié, inscrivant dans les annales des relations sino-africaines ».

Pour elle, les échanges humains et culturels sont un moyen important pour promouvoir le rapprochement des peuples chinois et congolais, à l'image de la

**« L'homme doit préserver la nature et non se mettre au-dessus d'elle. Résoudre les problèmes liés à la civilisation industrielle et vivre en harmonie avec la nature, c'est une responsabilité qui incombe à chaque membre du village planétaire »**

présence des médecins et agronomes chinois au Congo, des étudiants congolais en Chine, et de l'apprentissage de la langue chinoise à l'Institut Confucius.

Enfin, dans le cadre de la préservation de la nature, l'ambassadeur de Chine propose la construction d'un écosystème « respectueux de la nature et favorable au développement vert ». « L'homme doit préserver la nature et non se mettre au-dessus d'elle. Résoudre les problèmes liés à la civilisation industrielle et vivre en harmonie avec la nature, c'est une responsabilité qui incombe à chaque membre du village planétaire », a-t-elle insisté.

En effet, dans le domaine de la conservation de la forêt tropicale du Bassin du Congo et la réponse au changement climatique, la diplomate chinoise a rappelé le soutien ferme de son pays, citant quelques exemples illustrant la coopération verte sino-congolaise; notamment la participation de la Chine au deuxième sommet des trois bassins forestiers à Brazzaville, la construction des centrales hydroélectriques, la participation de la Chine à la Journée nationale de l'arbre, etc.

**« La Chine reste toujours fidèle aux principes de sincérité, résultats effectifs, amitié et bonne foi »**

À la lumière de la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité et de l'initiative « la Ceinture et la route », la Chine, a dit l'ambassadeur, « reste toujours fidèle aux principes de sincérité, résultats effectifs, amitié et bonne foi dans le développement des relations sino-africaines ». Son pays partage « le même idéal et le même destin avec les peuples africains et recherche le respect mutuel et le développement commun avec les pays africains ».

« Aujourd'hui, l'Afrique est devenue l'un des participants les plus actifs à l'initiative « la Ceinture et la route » et la coopération sino-africaine dans ce cadre aura des perspectives prometteuses. Des dix programmes de coopération aux huit initiatives majeures en passant par neuf programmes, les relations sino-africaines ont avancé à un rythme accéléré, l'amitié et la coopération sino-africaines sont de plus en plus exemplaires », s'est réjouie l'ambassadeur.

Par ailleurs, la diplomate chinoise a annoncé la tenue du 9<sup>e</sup> Forum de la coopération Chine-Afrique en automne prochain, à Beijing. En effet, six ans après, les dirigeants chinois et africains se

retrouveront pour envisager le développement et la coopération, et échanger des vues sur les expériences de gouvernance.

Par ce sommet, la diplomate LI Yan reste convaincue que « la Chine et l'Afrique feront rayonner l'amitié traditionnelle, approfondiront la solidarité et la coopération, ouvriront de nouveaux horizons à l'accélération du développement partagé, et écriront une nouvelle page de la communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de haut niveau et de la communauté d'avenir partagé pour l'humanité ».

Parlant des conflits qui déchirent le monde, notamment celui de la Russie et l'Ukraine, au Moyen-Orient, sans oublier les menaces non-conventionnelles, comme les crises alimentaire et énergétique, le changement climatique et la cybersécurité, qui se font sentir chaque jour davantage, les défis inédits dont fait face l'humanité, les facteurs d'instabilité, d'incertitude et d'imprévisibilité qui se sont nettement multipliés, la solution chinoise, a-t-elle dit, est de « construire une communauté d'avenir partagé pour l'humanité, qui est une vision selon laquelle l'avenir de toutes les nations et de tous les pays est étroitement lié les uns aux autres et il faut faire prévaloir la solidarité, l'interdépendance, la coexistence harmonieuse et la coopération gagnant-gagnant ».

L'ambassadeur a rappelé les propos du président chinois, Xi Jinping, qui disait, « dans les turbulences d'une crise planétaire, les plus de 190 pays du monde ne sont pas à bord de leurs petits bateaux respectifs, mais partagent heurs et malheurs à bord d'un même navire géant. Les petits bateaux ne tiennent pas devant les orages, mais un grand navire peut affronter les vagues déferlantes ».

Lors de la conférence de presse avec le président Emmanuel Macron, le président Xi Jinping, a-t-elle ajouté, a également indiqué que « la Chine était prête à travailler main dans la main avec les autres pays du monde pour développer des relations d'amitié et de coopération sur la base du respect mutuel, et affronter ensemble des défis, en vue d'un avenir meilleur ».

Pour elle, l'Initiative « la Ceinture et la Route » « est une illustration de la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité. Cette Initiative est un bien public mondial lancé par la Chine et qui profite au monde entier ».

**Yvette Reine Nzaba**

## COOPÉRATION SANITAIRE

## Les membres africains de l'Académie nationale de médecine réunis à Brazzaville

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a ouvert le 17 mai à Brazzaville les travaux de la réunion de réflexion des membres africains de l'Académie nationale de médecine, France, sur la coopération sanitaire de la France avec les pays à ressources limitées.

Les membres correspondants de l'Académie nationale de médecine issus de dix pays d'Afrique francophone ont jusqu'au 18 mai pour mener des réflexions sur le rapport sur la coopération sanitaire de la France avec les pays à ressources limitées. Selon ce rapport, malgré des financements importants et une expertise reconnue, la coopération sanitaire entre les deux parties n'a pas été à la hauteur des attentes. D'où la nécessité d'apporter des améliorations aux partenariats existants à travers une stratégie d'ensemble associant une mise en œuvre et un suivi des politiques scientifique, administrative, technique et éthique en commun.

« Nous sommes réunis avec la noble ambition d'un partenariat renoué et renforcé entre l'Afrique et la France dans un cadre institutionnel transparent de concertation qui permet aux parties prenantes de définir ensemble les priorités vis-à-vis des enjeux scientifiques de demain. Ceci dans l'intérêt supérieur de la population. Nous devons écrire une nouvelle page de la coopération sanitaire de la France avec les pays francophones d'Afrique. C'est un moment rare que les scientifiques soient à l'avant-garde des politiques de coopération entre Etats, c'est un pari et nous espérons relever le défi », a expliqué l'initiateur



Les participants/Primature

de la réunion, Pierre M'Pelé, précisant que le mémorandum de Brazzaville sera leur contribution pour une solidarité agissante entre les nations et les peuples.

Le président honoraire de l'Académie, Marc Gentilini, a rappelé le danger réel de voir s'évader d'importants crédits européens ou nationaux par l'Agence française de développement vers d'autres horizons au détriment de la population des pays à ressources limitées. « Le maintien de l'aide aux pays francophones qui sont pour beaucoup les plus pauvres réclame une volonté politique et une coordination, un certain leadership. Nous pouvons envisager une nouvelle façon de travailler ensemble pour le plus grand bénéfice des plus démunis victimes des procédures défaillantes ou uniques », a-t-il déclaré. Il

a invité les autorités africaines à accorder une place de choix aux chercheurs, enseignants et soignants pour plus d'efficacité et davantage de respect au service des malades.

#### Nécessité de changer de paradigme

Le chargé d'affaires de l'ambassade de France au Congo a, de son côté, assuré les participants que les conclusions et recommandations de la réunion de Brazzaville seront transmises à l'Académie de médecine et partagées avec le gouvernement français pour examen. Il a rappelé que la santé mondiale engage tous les acteurs (gouvernements, organisations internationales, institutions financières, chercheurs, société civile, secteur privé). « Elle touche tous les secteurs et concerne tous les pays. La France a une longue tradi-

tion d'engagements en faveur de la santé mondiale ; une tradition renouvelée avec la nouvelle stratégie de santé mondiale pour la période 2023-2027 », a-t-il soutenu.

Le Premier ministre, quant à lui, a indiqué que le rapport de l'Académie nationale de médecine et celui de la Cour des comptes de la République française dans le domaine de la coopération sanitaire avec les pays à ressources limitées confirment la nécessité d'une réflexion profonde et partagée dans tous les domaines de coopération. Pour Anatole Collinet Makosso, le temps est venu de redéfinir ensemble une nouvelle politique de coopération entre l'Afrique et la France. Une coopération qui passe par un changement de méthode, de paradigme. « Toute coopération mutuellement fructueuse entre nations passe par une

grande concertation et ce, dans tous les domaines y compris de celui de la santé, la recherche médicale, les soins et la formation avant d'être formalisée à travers les canaux de prise de décision plus transparents et institutionnels. Au cours de vos travaux entre académiciens français et africains, vous serez appelés à poser un nouveau regard, un regard d'hommes et de femmes de sciences sur l'Afrique en écoutant les aspirations profondes des Africains pour construire une nouvelle coopération ancrée sur les besoins, les cultures et les réalités locales », a-t-il souligné.

Invitant les participants à construire un nouveau modèle de coopération en faveur de leurs nations respectives, le chef du gouvernement congolais nourrit l'espoir de voir les échanges de Brazzaville contribuer à l'amélioration du partenariat entre la France et les pays d'Afrique francophone dans la suite logique de leurs relations historiques renouées. « Il est donc fondamental aujourd'hui plus qu'hier de mettre en commun nos intelligences pour une coopération dans le domaine de la santé, des sciences, de la technologie, de l'innovation et de la recherche médicale, des soins et de la formation qui soit bénéfique à tous », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

## LE FAIT DU JOUR

## Souverainismes

N'est-ce pas un nouvel ordre mondial qui s'édifie sous nos yeux de façon irrésistible ? Il n'est que de songer aux crises multiples en cours lesquelles, comme si la solution espérée dépendait à la fois du génie des humains que nous sommes et de notre incapacité à en comprendre le sens et à nous adapter, nous attendons qu'elle tombera du ciel.

Comment comprendre, en effet, qu'au terme du premier quart de ce XXI<sup>e</sup> siècle, célébré comme le siècle de la communication, les barrières de divers ordres soient devenues le principal de nos préoccupations ? Observons bien comment nos États se parlent de moins en moins, comment nos dirigeants sont prompts à se quereller plutôt qu'à rechercher un consensus sur les questions du

vivre collectif ; et comment sur les cinq continents l'on peine à contenir le flux des calamités des dérèglements climatiques provoqués pour partie par la main de l'homme.

Dans ce cheminement préfigurant un changement radical des rapports entre les nations, les blocs et les idéologies, la constante est le repli sur soi. L'Occident se replie sur lui-même, le Sud global en fait autant, les puissantes émergentes décidées à prendre leur indépendance ne baissent pas pavillon. Partie intégrante à ce mouvement, l'Afrique est elle aussi touchée de plein fouet : les changements de régimes intervenus depuis peu à l'ouest, à l'est et au centre où les militaires se sont invités sur la scène politique, ont créé une nouvelle approche des

rapports avec des partenaires extérieurs au continent.

Les discours souverainistes développés dans ces États en transition politique sont à replacer dans le contexte géopolitique qui leur est propre mais ils alertent en partie sur la léthargie de la diplomatie globale à laquelle, il y a encore quelque temps, quelques années encore pour être objectif, l'Organisation des nations unies (ONU) pour la communauté mondiale, et l'Union africaine (UA) pour les peuples du continent, constituaient des refuges. L'on n'avancera pas que ces deux institutions n'incarnent plus cet idéal, l'on ne peut fermer les yeux sur leur pénible marche en avant.

Le poids des conflits à arbitrer et la divergence des intérêts des

Etats membres ont réduit ces organisations à remplir les seules échéances de leurs réunions annuelles convoquées pour enchaîner déclarations et résolutions inopérantes, parce que non contraignantes. Quant aux sessions spéciales commandées par l'actualité, elles sont pour l'ONU un cycle d'exhibition du veto des plus puissants, et pour l'UA l'occasion de constater la difficulté à peser sur le cours des événements et trancher. Il faut souhaiter, pour ce qui est de l'Afrique, que la tendance des Etats au repli sur soi ne sonne le glas des ensembles sous régionaux d'intégration. Mais peut-être aussi que du gros remue-ménage en cours viendra la reconquête des libertés au sens souverainiste du terme ? A suivre avec attention.

Gankama N'Siah

## DOUANE CONGOLAISE

## Le syndicat et la direction générale prônent l'apaisement

La nouvelle équipe dirigeante du Syndicat des douanes du Congo (Sydoc), avec à sa tête Faustin Etema Leke Ngodze, a été intronisée, le 16 mai à Brazzaville, sur fond d'un appel au dialogue social. Les douaniers ont affiché leur engagement à œuvrer pour la meilleure collecte des recettes attendues cette année.

Le nouveau bureau du Sydoc a pris ses fonctions à l'issue d'une cérémonie présidée par le directeur général des Douanes et des Droits indirects, Guénolé Mbongo Koumou. À cette occasion, le président du Sydoc, Faustin Etema Leke Ngodze, a invité ses camarades douaniers à la cohésion après le moment de crise qui a secoué le milieu syndical. Il a insisté sur les principales missions de la douane qui consistent à mobiliser les recettes, à surveiller les frontières et favoriser un meilleur climat des affaires dans le pays.

La page des querelles au sein de l'administration douanière semble être tournée. « Notre mission est de mobiliser les recettes. Pour le faire, il faut



Le directeur général des douanes posant avec les syndicalistes Adiac

que les douaniers soient unis. Nous sommes fiers de constater que tout le personnel nous soutient. Notre approche de travail est celle du dialogue social avec l'administration afin de permettre une meilleure performance de la douane congolaise », a lancé Faustin Etema Leke Ngodze.

C'est le même message des travailleurs. « Le syndicat est indépendant et autonome. La direction générale n'intervient pas dans les activités du Sydoc(...) Mais nous souhaitons qu'il y ait la cohésion au sein de l'administration pour favoriser une meilleure collecte des recettes destinées à la caisse

de l'État », a signifié Guénolé Mbongo Koumou. Les prévisions de recettes douanières sont estimées à 500 milliards FCFA cette année. Pour atteindre de meilleures performances en matière de gouvernance économique et financière, le ministère de tutelle a défini comme défis la mobilisation des ressources permettant de financer le Plan national de développement 2022-2026 et le fonctionnement de l'Etat ; l'accélération de la diversification de l'économie nationale ; la réduction de la dette ainsi que la viabilisation ; l'exécution du programme conclu avec le Fonds monétaire international au titre de la Facilité élargie de crédit 2022-2024...

**Fiacre Kombo**

## EDUCATION

## La Russie fait un don d'ouvrages au lycée de la Révolution

Au total une centaine de manuels à caractère pédagogique a été décernée au lycée de la Révolution en vue de renforcer son fonds documentaire et faciliter davantage l'apprentissage de la langue russe par ses apprenants.

La cérémonie de remise du don s'est déroulée, le 17 mai, dans l'enceinte du lycée de la Révolution, à Brazzaville, en présence de l'ambassadeur de la fédération de Russie au Congo, Ilias Iskandarov, de la directrice de la Maison russe, Maria Fakhruddinova, du directeur départemental de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Alain Claude Dangouama, ainsi que de quelques représentants du corps enseignant de cet établissement.

« La rencontre d'aujourd'hui se tient dans le cadre de la célébration du sixième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Russie et le Congo. Nos pays sont liés par la véritable amitié et la coopération mutuellement avantageuse dans tous les domaines. Nous nous réjouissons à l'idée

de la renforcer encore avec la nouvelle génération que représente la jeunesse et surtout particulièrement les élèves du lycée de la Révolution », a fait savoir le diplomate russe, Ilias Iskandarov. Par ailleurs, il estime qu'en explorant les supports didactiques offerts et en s'imprégnant de leurs contenus illustrés, les élèves découvriront davantage la riche histoire de la Russie, son lexique, sa nature, ses particularités culturelles et les traditions du peuple russe multinational qui réunit un grand nombre d'ethnies et de confessions différentes. « Et bien sûr, vous apprendrez à parler le russe qui est considéré à juste titre comme l'une des langues les plus belles, les plus expressives et les plus puissantes au monde », a-t-il ajouté. Un acquis pouvant les aider à obtenir des bourses académiques



Réception d'un échantillon d'ouvrages par l'un des responsables du lycée de la Révolution Adiac

après l'obtention du baccalauréat. « Pour nous, c'est important que chaque enfant ait un contact personnel avec les manuels. On a commencé ici, au lycée de la Révolution, en renforçant le fonds documentaire en langue russe. Nous poursuivrons l'opération dans d'autres lycées de Brazzaville et dans tout

le pays. L'objectif étant de permettre aux jeunes d'apprendre la langue russe, de développer leur compétence en lecture et écoute. On espère que ça va les aider dans leurs vies futures », a confié Maria Fakhruddinova. Pour sa part, Alain Claude Dangouama s'est réjoui de ce geste, car pour lui « le don le plus précieux est

celui qui contribue à l'éducation, merci à la Russie ». De même, les apprenants ont également salué cet élan de générosité et promettent de capitaliser cet appui pédagogique en renforçant leur capacité à comprendre le russe et à communiquer couramment dans cette langue.

**Merveille Jessica Atipo**

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Les étudiants de l'Enam édifiés sur la vision de la Chine

L'ambassadeur de la République populaire de Chine au Congo, Li Yan, a échangé le 17 mai, à Brazzaville, avec les étudiants de l'École nationale d'administration et de magistrature (Enam), spécialisés dans la diplomatie et la coopération internationale, sur la vision de la communauté d'avenir partagé pour l'humanité et le principe d'une seule Chine.

La diplomate chinoise a circonscrit sa communication sur les conséquences néfastes des conflits observés dans le monde qui ont un impact négatif dans le domaine économique. Elle a évoqué également la question de l'évolution des relations entre la Chine et le Congo ainsi que la position de son pays vis-à-vis de Taiwan.

L'échange s'est déroulé en présence de la ministre de l'Enseignement supérieur, Delphine Edith Emmanuel; du président de l'Université Marien-Ngouabi, Gontran Ondzotto; et le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Guy Nestor Itoua; ainsi que de plusieurs conseillers.

Pour Li Yan, face aux différents conflits, la question primordiale est celle de construire une communauté d'avenir partagé pour l'humanité. Selon elle, son pays reste toujours fidèle aux principes de sincérité, de résultats effectifs, d'amitié et de bonne foi dans le développement des relations sino-africaines.

La relation diplomatique qui existe entre la Chine et le Congo s'accroît grâce au développement d'un partenariat ayant pour base l'égalité, la sincérité



et l'amitié, la création d'une architecture de sécurité marquée sur l'équité, la justice; l'engagement commun et le partage; la recherche d'un développement ouvert, innovant, inclusif et bénéfique à tous, la construction d'un écosystème respectueux de la nature et favorable au développement vert ainsi que la promotion des échanges et l'enrichissement mutuel entre civilisations dans le respect de la différence.

Insistant sur la réunification pacifique de la Chine et Taiwan, la diplomate a expliqué que Taiwan est une province de la Chine et ses autorités ne disposent pas d'une représentation sur la scène internationale. Cette province est née de l'humiliation faite à la nation chinoise dans le passé et elle sera réglée avec le renouveau de la nation chinoise.

« Le bureau des affaires juridiques de l'Organisation des

Les étudiants de la filière diplomatie/Adiac Nations unies a publié plusieurs remarques juridiques qui expliquent que Taiwan, province de la Chine, n'est pas indépendant », a-t-elle dit.

Intervenant à son tour, la ministre Delphine Edith Emmanuel a évoqué les relations de coopération de la Chine au niveau international. Au Congo, dans le domaine de l'Enseignement supérieur, elle a épinglé le renforcement de la coopération dans le cadre du partenariat

stratégique, la formation du capital humain, le partenariat public-privé et bien d'autres.

Par ailleurs, elle a annoncé l'organisation prochaine du forum Chine-Afrique, qui sera co-présidé par le Congo au cours duquel il présentera les projets pour l'enseignement supérieur.

Le président de l'Université Marien-Ngouabi, Gontran Ondzotto, a félicité à son tour la Chine dans le domaine de la diplomatie, la construction des infrastructures, l'appui à l'harmonisation des enseignements, la formation des cadres de l'Etat.

Quant au secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Guy Nestor Itoua, a salué le bilan positif des relations de coopération entre les deux pays.

Pour sa part, l'étudiant Roland Mazonga Mpassi, satisfait des échanges, a souligné l'importance de la rencontre avec plus de connaissances sur la Ceinture et la route de la soie et des questions diplomatiques entre les deux pays.

Notons que la cérémonie a été marquée par l'échange des cadeaux et la remise des ouvrages.

Lydie Gisèle Oko

## Une thèse sur le mariage coutumier à titre posthume désormais disponible

Erinel Rachyd Ouassaoulou Nianga a soutenu sa thèse de doctorat unique à l'Université Marien-Ngouabi sur le thème « Les logiques socioculturelles du mariage coutumier à titre posthume chez les Mbosi à Brazzaville ». Il a plaidé pour l'instauration de vraies valeurs sociétales et la valorisation du mariage et de la famille, cellule de base de la société.

Devant un jury présidé par le Pr Yvon Norbert Gambeg de l'Université Marien-Ngouabi, avec comme rapporteur externe le Pr Dieudonné Iyeli Katamu de l'Université pédagogique nationale de Kinshasa, l'impétrant a tenté de montrer que les Congolais ont une désaffection pour le mariage coutumier au profit des unions libres communément appelées « Yaka to fanda », à cause du prix exorbitant actuel de la dot.

Selon le désormais docteur de l'Université Marien-Ngouabi, grâce à la tolérance des familles, ce type de mariage a entraîné la mise en place des stratégies de cohabitation. « La coutume traditionnelle Mbosi interdit à un homme de cohabiter avec une femme non dotée. Car, en cas de décès de la femme, le conjoint vivant est sanctionné et obligé de l'épouser à titre posthume. Cette réparation sociale sert à rendre justice à la famille de la défunte qui avait prêté sa fille à un gendre qui n'était pas encore arrivé au bout



Erinel Rachyd Ouassaoulou Nianga défendant sa thèse DR

de sa procédure, de la compensation matrimoniale », a soutenu Erinel Rachyd Ouassaoulou Nianga.

Pour la réalisation de sa thèse, il a mené des enquêtes dans les arrondissements 5, Ouenzé, et 6, Talangai, à Brazzaville, sur un échantillon total de 257 personnes. Au terme de ses recherches, les résultats montrent que le mariage à titre posthume est un « mariage sanction ». En d'autres termes, une sorte de régularisation qui a pour soubassement les causes socioculturelle, économique, politique et a pour canevas l'urbain.

« La cause socioculturelle prime sur le mariage coutumier à titre posthume du fait qu'elle met en lumière tous les aspects relatifs à la culture, par exemple, l'importance de la dot, la représentation de la femme et la solidarité mécanique qui existe autour de chaque membre d'une famille. La cause économique; quant à elle, est le résultat du contact de l'individu avec la ville qui, par la suite, trans-

forme les mentalités afin de préserver les intérêts individuels qui tournent autour de l'argent », a résumé Erinel Rachyd Ouassaoulou Nianga.

La cause politique se justifie, selon lui, par l'inobservation de la législation de la dot et la tolérance des pouvoirs publics de ne pas vouloir imposer le montant de la dot fixé à l'article 140 de la loi n°073-84 du 17/10/1984 portant code de la famille et de recadrer ou d'interdire le mariage coutumier à titre posthume. « Cependant, la réalité démontre aussi que l'aspect urbain avec le brassage des cultures participe aussi à la pérennisation et à l'évolution de ce type de mariage dans la société congolaise », pense-t-il.

Un travail de recherche qui lui a valu la mention très honorable avec félicitations des membres du jury. L'objectif général de cette thèse dirigée par la Pr Gertrude Ndeko était d'analyser les rationalités qui sous-tendent le mariage coutumier à titre posthume chez les Mbosi.

Parfait Wilfried Douniama

## PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP

## La Pophac appelle le chef de l'Etat à convoquer une assemblée électorale

Une cinquantaine d'associations des personnes vivant avec handicap (PVH), réunie au sein de la Plateforme des organisations des personnes vivant avec handicap du Congo (Pophac) a publié, le 17 mai à Brazzaville, une déclaration conjointe dans laquelle elle sollicite l'intervention du chef de l'Etat pour le renouvellement du mandat du secrétariat exécutif du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap.

Depuis de longs mois, la Pophac et le secrétariat exécutif du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap ne parlent plus le même langage. La plateforme, qui accuse la hiérarchie de tous les maux, estime que son mandat de trois ans renouvelé est arrivé à son terme le 15 janvier dernier. Et depuis lors, les PVH réclament en vain la tenue d'une assemblée générale électorale devant permettre la mise en place d'un nouveau secrétariat exécutif.

Face à ce blocus, la Pophac a résolu d'interpeller le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, afin qu'il intervienne personnellement pour que cette situation qui les divise actuellement soit résolue au plus vite. « C'est avec un ultime honneur que la Pophac vient auprès de notre haute auto-

rité solliciter la convocation d'une assemblée générale électorale du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap (CCPVH) afin de mettre en place la nouvelle instance capable de gérer à bon escient notre institution », relève la déclaration du Pophac lue par son coordonnateur général, Serge D'Alain Bomoko.

Dans le fond, la Pophac reproche au secrétaire exécutif permanent du CCPVH, entre autres, « l'incompétence ; la gestion opaque de leurs problèmes ; le non-respect de la loi organique de l'institution, les sanctions illégales infligées à trois conseillers » ainsi que la mauvaise distribution des quotas de recrutement à la Fonction publique affectés aux PVH.

« Nous sollicitons du président de la République la



Le bureau coordonnateur de la Pophac/Adiac est d'émettre des avis au gouvernement. C'est pour cela que nous sollicitons la tenue de l'assemblée générale afin qu'une nouvelle équipe soit mise en place », a souligné le coordonnateur général adjoint de la Pophac, Herman Koyo.

**Firmin Oyé**

convocation de notre assemblée générale électorale afin d'élire une nouvelle équipe qui va nous gérer, parce que nous avons beaucoup de problèmes. Nous avons parmi nous des gens qui dorment à la belle étoile depuis qu'on a fermé le beach de Brazzaville

et nombreux d'entre nous ici sommes abandonnés à nous-mêmes, sans activités lucratives. L'équipe actuelle a fait deux mandats sans faire une seule proposition au gouvernement. Cependant, notre situation sociale ne fait que s'empirer, alors que son rôle

## LUTTE CONTRE LE SIDA, LE PALUDISME ET LA TUBERCULOSE

## Le Congo honore difficilement ses engagements

Le Fonds mondial, partenaire stratégique du Congo dans la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, a fait le week-end le point du financement de ces trois pandémies dans le pays. Il a exhorté le gouvernement à honorer ses engagements dans l'achat de sa quote-part de médicaments afin de prévenir d'éventuelles ruptures dans les entrepôts.

Le point du financement de la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose au Congo a été fait par le gestionnaire du portefeuille Afrique et Moyen-Orient du Fonds mondial, chargé de la gestion des subventions, Lionel Caruana, à travers la présentation du rapport trimestriel.

Il ressort que le Congo accuse un retard dans l'achat de médicaments de lutte contre ces trois pandémies et honore difficilement ses engagements. Le Fonds mondial a toutefois noté la volonté du gouvernement à résoudre le problème afin d'éviter la rupture des médicaments dans les entrepôts.

« Dans la lutte contre ces trois pandémies, le Fonds mondial contribue à près de 60 milliards FCFA sur les trois prochaines années, 2024, 2025 et 2026. Cet argent est attribué à titre de don, mais exige



Les responsables du Fonds mondial lors de la publication du rapport/Adiac

à ce que le gouvernement commande sa part de médicaments d'une valeur de 3 milliards FCFA par an, comme prévu dans le cahier des charges. Lors d'une rencontre récemment avec le Premier ministre, il nous a rassurés que le gouvernement va honorer cette année ses engagements, en garantissant sa quote-part de médicaments », a indi-

qué Lionel Caruana. En faisant le suivi de la gestion des médicaments, l'objectif du Fonds mondial est de garantir leur pérennité dans les entrepôts, question d'éviter une rupture aux conséquences incalculables sur les patients.

« La non tenue par le gouvernement de ses engagements dans l'achat de sa quote-part de médicaments et produits

de santé va entraîner la rupture des stocks, ce que nous devons éviter à tout prix. Ce qui est vrai c'est que pour l'heure, nos stocks de sécurité n'ont pas encore atteint la zone rouge, c'est pour cela que nous évitons qu'on y arrive », a renchéri le représentant du Fonds mondial.

Parlant de la prévalence de ces trois maladies, le rapport rendu public in-

dique que la situation est assez préoccupante au Congo.

En ce qui concerne la lutte contre le VIH/sida, ce rapport précise que le Congo occupe le second rang en termes d'incidence épidémiologique au niveau de l'Afrique centrale et de l'Ouest. Le pays a, cependant, la troisième incidence en ce qui concerne la tuberculose. S'agissant de la lutte contre le paludisme, le Fonds mondial souligne que le Congo a le plus grand taux de morbidité au niveau de la région. Mais en conclusion, le Fonds mondial note que pour cette année 2024, les indications en sa possession assurent que la situation épidémiologique de ces trois maladies est en constante amélioration. Toutefois, le pays doit encore fournir de gros efforts pour espérer atteindre les résultats satisfaisants.

**F.O.**

## PRIX ORANGE DU LIVRE EN AFRIQUE

## Jean-Aimé Dibakana lauréat 2024

Le jury de la 6<sup>e</sup> édition du Prix Orange du livre en Afrique a récompensé, le 18 mai, lors du Salon international de l'édition et du livre de Rabat, au Maroc, l'essayiste et romancier congolais Jean-Aimé Dibakana, auteur de l'ouvrage «Le psychanalyste de Brazzaville», publié par Les Editions Les lettres mouchetées à Pointe-Noire. Il succède à l'écrivaine malgache, Michèle Rakotoson, pour «Ambatomanga, la douleur et le silence», œuvre publiée à l'Atelier des nomades Maurice.

Le Prix Orange du livre en Afrique récompense un roman écrit en français par un écrivain africain et publié par une maison d'édition africaine. L'objectif est de promouvoir des talents littéraires d'Afrique francophone et leurs maisons d'édition situées sur le continent. Le lauréat perçoit une dotation de 10 000 euros et bénéficiera d'une campagne promotionnelle assurée par la Fondation Orange.

Le jury de cette année était composé d'Ivan Amar, journaliste ; Kidi Bebey, journaliste-éditrice-auteure ; Yahia Belaskri, journaliste-écrivain ; Eugène Ebodé, écrivain ; Prudentienne Hounnibo Gbaguidi, libraire, vice-présidente de l'Association internationale des libraires francophones du Bénin ; Valérie la Meslée, journaliste ; Nicolas Michel, journaliste-écrivain ; Nétonon Noël Ndékéry, écrivain ; Gabriel Mwènè Okoudji, psychologue/poète; et Michèle Rakotoson, écrivaine, lauréate 2023.

Réagissant à chaud après l'obtention du Prix Orange remporté quelque temps après son Grand Prix littéraire d'Afrique noire, Jean-Aimé Dibakana a confié être habité par deux sentiments. D'abord, celui d'une reconnaissance. « Je me rends compte que le travail que j'ai fourni est reconnu par d'autres, d'autant que ce travail est parti d'un point qui est le Congo, mais, bien évidemment, traite également de l'ailleurs, de l'Afrique et du monde en général », s'est-il exprimé, heureux de constater que malgré justement cette spécificité d'une provenance locale, son ouvrage a parlé à tant de

lecteurs qui ne sont jamais allés au Congo ni même en Afrique, et qui ne sont pas Africains.

En second, le sentiment d'un honneur avec la certitude que ce Prix représente un réel grand espoir afin qu'il permette au livre de mieux se faire connaître. « Donc, c'est vraiment comme un jeu de lumière qui a été mis sur le livre et je pense que cela permettra de le faire connaître au plus grand nombre », espère-t-il.

À la question de savoir si l'auteur a voulu raconter son histoire à travers un roman didactique/pédagogique ou juste une manière de se réapproprier un tout petit pan de l'histoire telle qu'elle s'est passée, même s'il y a des scènes imaginaires, il a répondu avoir eu la volonté particulière de parler de l'histoire de son pays entre 1960 et 1970. « Je voulais juste comprendre, en fait, ce qui s'est passé, durant cette période-là, sur ces événements-là dont j'entends parler, et qui me questionnent en tant qu'individu, en tant que citoyen, en tant que Congolais... J'ai voulu vraiment comprendre en me mettant dans un pur travail de création et sans nul autre



La photo de famille du lauréat et ses proches./DR

objectif. Maintenant, comme vous le savez, lorsque l'on a écrit un texte, il ne vous appartient plus. Chaque lecteur l'interprète à sa manière », a-t-il expliqué.

Et de confier : « Je suis effectivement d'accord que, bien que fictif, mais parfois, on dit que la fiction nourrit bien la réalité, ce livre apporte un éclairage. Donc je parle de faits

réels que j'essaie de mélanger avec des faits inventés de toutes pièces, mais c'est vraiment pour faire comprendre et sans objectif particulier ».

Né au Congo, Jean-Aimé Dibakana est essayiste et romancier. Docteur en sociologie de l'Université Panthéon Sorbonne, il enseigne cette discipline et travaille pour une communauté d'agglomération en région pari-

sienne.

Ses publications en tant qu'essayiste sont signées Jean-Aimé Dibakana Mouanda et il a adopté, pour ses romans, le pseudonyme de Dibakana Mankessi. Il explique avoir fait ce choix pour distinguer ses activités de scientifique de celles d'artiste. Il dit aussi, enjoué, qu'il assume ainsi sa schizophrénie.

Il est également l'auteur de plusieurs articles publiés dans des revues scientifiques, et co-auteur de plusieurs ouvrages : «Les TIC, miroir de la société», «Histoire et sociologie de la pauvreté en Afrique», «L'Afrique des familles», édités, tous trois, chez L'Harmattan. Les ouvrages «Histoire et sociologie de la pauvreté en Afrique» et «25 pères fondateurs du Congo-Brazzaville», sont aussi de lui.

Marie Alfred Ngoma

### «Le Psychanalyste de Brazzaville»

(Editions Les Lettres mouchetées, Congo, 454 pages, 18 euros)

Pour son troisième roman, Dibakana Mankessi a choisi un angle particulièrement accrocheur en vue d'incarner l'agitation politique qui a secoué son pays, la République du Congo, nouvellement indépendant dans les années 1960. Il donne, en effet, la parole à une kyrielle de personnages, hommes et femmes, inconnus et célébrités, Africains comme Européens, désireux de trouver des réponses aux problèmes psychiques qu'ils traversent durant cette période.

## FOOTBALL

## L'actualité des Diables rouges et des Congolais de la diaspora

### Italie, Antoine Makoumbou vers un forfait ?

Absent lors du revers de Cagliari face à Milan, le week-end dernier, en raison d'une blessure au genou, Antoine Makoumbou reste très incertain pour les prochaines échéances. Selon le site internet Cagliarinews24.com, consacré à l'actualité du club sarde, le joueur a effectué un entraînement léger mardi sous la surveillance du staff médical.

Seizième avec un point d'avance sur la zone rouge, Cagliari retient son souffle avant le déplacement à Suassuolo, le 19e, et entretient l'espoir de pouvoir aligner son milieu de terrain, pièce maîtresse du dispositif mis en place par Claudio Ranieri. Alors que se profilent les matches internationaux face au Niger et au Maroc, le staff et les supporters des Diables rouges suivent la situation avec inquiétude. Le joueur n'a pas encore répondu à nos questions.

Slovaquie, Yhoan Andzouana désigné latéral gauche de la saison

Si la saison du DAK Dunajska Streda n'a pas été un long fleuve tranquille (élimination précoce en Ligue conférence, quinze points de retard sur le premier en championnat), Yhoan Andzouana a, individuellement, réalisé une saison impeccable. Le capitaine du DAC a ainsi été élu dans le onze-type de la saison par l'Union professionnelle des footballeurs slovaques au poste de latéral gauche.

Rappelons que le droitier, auteur de six buts et quatre passes décisives, a joué l'essentiel de la saison régulière au poste de latéral gauche (vingt et un matches), avant de basculer sur le flanc droit de la défense pour les play-offs (dix matches).

Une piste à suivre pour le staff technique des Diables rouges qui bénéficie davantage de choix à gauche qu'à droite. France, le Brestois Bradley Locko dans



Yhoan Andzouana a été désigné meilleur latéral gauche du championnat slovaque./DR

l'équipe-type de Ligue 1

Révéla la saison dernière lors de son prêt à Brest par Reims, le latéral gauche de 22 ans a franchi un palier cette saison. Sur son flanc gauche, l'ancien Lorientais a disputé trente-trois matches et donné trois passes décisives, apportant son écot au super parcours du Stade Brestois, assuré de figurer dans le top 4 à l'issue de la saison.

Solide défensivement, à l'aise balle au pied et percutant, Locko a été nommé, lors des trophées de l'Union nationale des footballeurs professionnels, comme latéral gauche dans l'équipe-type de la saison.

Sous contrat jusqu'en 2027, le Franco-Congolais, international français en catégorie de jeunes, figure aux côtés de plusieurs Parisiens dont Mbappé, mais aussi son co-équipier Lees-Melou et de son coach, Eric Roy.

Ca.D.

## HUMEUR

## Quand la pauvreté devient une infirmité sociale !

Il va s'en dire que nombreux sont des hommes et des femmes qui se voient la parole refusée et certains de leurs projets économiques enfermés dans des tiroirs par manque d'argent. Encore qu'aujourd'hui, certains membres de familles ne sont plus considérés à cause de la précarité qui leur colle à la peau.

Quand il y a des conseils de famille pour chercher à résoudre tel ou tel problème, ne peut prendre la parole que celui qui est nanti car, pour certains, la solution ne viendra que de lui et non des écornifleurs qui errent ici et là dans toute la lignée familiale, qui sont péjorativement appelés des « souffrants ».

Dans l'imaginaire collectif, quand il s'agit de contribuer pour faire face à un problème, le démuné ne sera qu'un figurant. Le manque d'argent aujourd'hui devient un véritable handicap social qui ne dit pas son nom. Le constat n'est pas qu'au niveau familial seulement mais aussi dans toutes les communautés des hommes. En ville et en campagne, il devient récurrent que celui qui est respecté n'est que celui qui a beaucoup d'argent.

Pour demander la main d'une femme, la belle-famille va jusqu'à mener des enquêtes pour savoir si vous avez bien du « fric » ou pas. Ah la pauvreté, quelle infirmité ! L'argent est devenu un ultime facteur pour être écouté dans la famille et dans la société. Les riches, grâce à leur fortune sont bien accueillis quand il y a une quelconque réunion familiale. Les aînés, main à la joue, sont muets. A cause de leur pauvreté, leur point de vue ne peut pas passer et même la chaise pour s'asseoir leur est refusée.

Ce qui est encore bizarre, vous êtes non seulement la risée du commun des mortels qui renvoie tout au volume financier, mais vous devenez celui-là que des gens ne visitent même plus puisque vous n'avez plus rien à donner. Cette dangereuse attitude laisse transpirer une certaine ingratitude.

Alors où allons-nous, diable, et pourtant la société est constituée à la fois des nantis et des pauvres. Est-il normal que les uns ne puissent pas être considérés parce qu'ils manquent des moyens financiers ? Encore que les idées précèdent de l'argent, disent de nombreux penseurs et des hommes avertis. Le démuné d'aujourd'hui pourrait être le riche de demain. Gare aux mauvais qualificatifs que l'on colle à la peau des démunis !

Abandonnons tous cette méchante idée de penser que l'homme pauvre n'a pas une place dans la société car, avec ou sans argent, il a bel et bien sa place dans le concert social. A bon entendeur, salut !

Faustin Akono

## IN MEMORIAM

19 mai 2023 – 19 mai 2024



Il y a un an jour pour jour que disparaissait Evelyne Tsibilinzo, en ce jour de triste anniversaire, les familles Mbengou Moukala, Kokolo Pélé, Kikabou, Piayi Bawidi, Ngouma Malonga, Mayombi, Mfoutou et Tsibilinzo ainsi que les enfants Ngolo, Mpan et Kiellet viennent exprimer leurs gratitude envers Dieu le Tout-Puisant qui nous a gratifiés de don de vie.

Nous demandons à tous ceux qui l'on connue d'avoir une pensée pieuse pour elle.

Evelyne Tsibilinzo tu restes à jamais dans nos coeurs. Que ton âme repose en paix.

## PATRIMOINE

## Le musée Makouiza présente des œuvres d'art de sa collection

La description et l'importance des œuvres d'art suivies de la lecture contée de « Nkayi, texte magistrat » par le conteur Jorus Mabiala ont été les moments phares de la Journée internationale des musées célébrée le 18 mai, à la galerie musée Makouiza, dans le troisième arrondissement de Pointe-Noire, Tié-Tié.

« Musées pour l'éducation et la recherche », tel a été le thème de la Journée internationale des musées organisée par la galerie le musée Makouiza, en partenariat avec le Centre des ressources du conte et des arts de l'oralité. L'objectif est de sensibiliser la société civile au fait que « Les musées sont un moyen important d'échanges culturels, d'enrichissement des cultures, du développement de la compréhension mutuelle, de la coopération et de la paix entre les peuples », a dit Dilov Faouzikam Banzouzi, directrice générale de la galerie musée Makouiza, en accueillant ses hôtes. Ainsi, en présence du public, a été faite la description du masque Kwelé, de la Sangha, par Rose Veil Koudissa; du masque Kidumu teké de Zanaga; et de la statue Wa Mviokila du Bas-Congo par Dilov Faouzikam Banzouzi. Il a été également montré leur importance.

Selon Dilov, le masque téké de Zanaga était porté jadis lors des grandes fêtes de la contrée (mariage des chefs traditionnels, décès des chefs, jugements, etc.) et accompagnait souvent la danse Kidumu, qui magnifiait les retrouvailles festives. Quant à la statue Wa Mviokila, sculptée en bois sacré ayant une patine très particulière



Rose Veil Koudissa présentant le masque Kwelé Adiac

et très ancienne, elle incarnait l'esprit protecteur des gardiens des tombes royales Kongo dans ledit royaume. Certains témoignages disent que cette statue a même suscité l'admiration de l'explorateur Henri Morton Stanley, en 1874, lors de son périple au Bas Congo, dans le Kongo dia Ntotila, a expliqué la présentatrice.

En parlant du masque Kwelé, Rose Veil Koudissa a indiqué qu'il exprime la cohésion interne, ajoutant qu'il était jadis utilisé à l'occasion du culte kwelé. Un culte qui avait pour objectif d'apporter des bienfaits et de favoriser la cohésion sociale, l'entente et l'harmonie au village.

A la fin de la cérémonie, Jorus Ma-

biala a présenté « Nkayi, texte magistrat » de Jean Aimé Dibakana Mankessi, en performance-lecture. C'est une histoire rocambolesque mettant au centre Matoko, un brillant élève, la référence et l'exemple de toute la contrée Nkayi, qui malheureusement connaîtra une série de mésaventures funestes et horribles, parce qu'auteur à la fois d'un homicide involontaire sur un enfant du village, et un autre, volontaire, sur un ivrogne du même village qui était prêt à dénoncer l'intello-criminel qui, par sa ruse et sa malice, a su dissimuler ses forfaits.

Texte pathétique, grave et captivant, « Nkayi, texte magistrat » sera dans les prochains jours mis en scène par Pierre Claver Mabiala et joué dans le cadre du Programme luzabu que met en oeuvre le Centre des ressources du conte et des arts de l'oralité via le projet Tudumukaanu (Prenons l'envol) piloté par l'Espace culturel Yaro et financé par l'Union européenne. La galerie musée Makouiza en est aussi un des bénéficiaires dudit projet. La visite guidée de la collection de la galerie musée Makouiza, avec ses 3 000 œuvres d'arts, a mis fin à l'activité.

Hervé Brice Mampouya

## CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Elenka Eliott Bénédyc. Je désire être appelé désormais Elenka-Elenis Eliott Bénédyc. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois (03) mois.

On m'appelle Akondzo Améles Rhodia. Je désire être appelé désormais Ndende Akondzo Améles Rhodia. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois (03) mois.

## PROGRAMME DES OSBSÈQUES DE JACQUELINE NDONA

La famille Mbembé, Wilfried Gildas Madédé Ntsabou, les enfants Madédé informent les parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de Jacqueline Ndonga décédée le 1<sup>er</sup> mai 2024 à Brazzaville se présente comme suit :

**Vendredi 24 mai 2024 :**

9h00 : levée de corps à la morgue de Makélékélé ;

10h00 : recueillement au domicile sis au n°2380, rue Mbemba Théodore à Makélékélé.

11h30 : départ pour la paroisse Saint-Pierre-Claver ;

14h00 : départ pour le village Ngamibakou (district de Louingui-Pool) ;

**Samedi 25 mai 2024**

10h00 : mise en terre au cimetière du village ;

14h00 : fin de la cérémonie et retour à Brazzaville.



## HYDROCARBURES

## TotalEnergies Congo compte investir 360 milliards FCFA en 2024

La filiale congolaise du groupe pétrolier français veut booster ses activités cette année au Congo, notamment de production et d'exploration. L'investissement attendu de la compagnie, qui représente plus de 361 milliards FCFA, a été au centre de la rencontre, le 19 mai, à Oyo, département de la Cuvette, entre le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, et le président directeur général (PDG) de TotalEnergies, Patrick Pouyanné.

Le pétrolier TotalEnergies est le premier opérateur de la République du Congo, détenant plus de la moitié (50%) de la production nationale du pays, loin devant l'opérateur italien Eni Congo. La compagnie mène ses activités en mer et à terre comme le permis Moho qui est un champ offshore en eaux profondes situé à 80 km au large de Pointe-Noire.

Total Energies affiche de bonnes perspectives cette année, d'après Patrick Pouyanné, avec la découverte d'un nouveau puits pétrolier. « J'ai voulu rencontrer le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, pour lui annoncer que les deux appareils de forage sont arrivés ce mois-ci au Congo. Un appareil va forer un puits pétrolier qui est attendu sur le permis Marine XX. Il s'agit d'un bon prospect, nous espérons pouvoir revenir dans quatre mois annoncer une jolie découverte au Congo », a-t-il indiqué.

Il a fait savoir que sa compagnie pétrolière continuera à investir au Congo comme cette année où elle prévoit d'investir 600 millions de dol-



Denis Sassou N'Guesso et Patrick Pouyanné DR

« TotalEnergies continue à être très actif au Congo et je voulais partager cette nouvelle avec le président Denis Sassou N'Guesso »

lars en 2024 (361 milliards FCFA), non seulement pour l'exploration, mais aussi pour maintenir la production du champ géant de Moho-Nord. « TotalEnergies continue à être très actif au Congo et je voulais partager cette nouvelle avec le président Denis Sassou N'Guesso », a signifié Patrick Pouyanné.

Concernant le permis Marine XX qui regorge des hydrocarbures liquides ou gazeux, le champ pétrolier est situé en offshore très profond. Cette zone d'exploration s'étend sur une superficie de 32 85,8 km<sup>2</sup> pour une profondeur d'eau estimée à 2000 m. Le permis d'exploration devrait être attribué à la Société nationale des pétroles du Congo, tandis que la conduite des opérations pétrolières serait confiée à TotalEnergies. Partenaire de longue date de la République du Congo, TotalEnergies est ainsi engagé à poursuivre la dynamique de son portefeuille, en privilégiant les actifs à faibles coûts et faibles émissions pour tirer partie de son expertise dans l'offshore profond.

Fiacre Kombo

## RÉFLEXION

## Plus le temps passe ...

Plus le temps passe, en effet, plus il devient évident que l'homme moderne ne sait pas mieux se protéger contre lui-même et ses mauvais instincts que ses prédécesseurs et que, de ce fait, rien n'est plus important aujourd'hui, pour lui comme pour l'espèce humaine dans son ensemble, que de donner à l'Histoire, à la grande Histoire, sa juste place dans la recherche d'une paix planétaire solide et durable pour les temps à venir.

Cette exigence est d'autant plus importante que tout indique aujourd'hui que l'humanité qui s'était imposée au fil des millénaires antérieurs comme l'espèce dominante de la planète Terre, se retrouve directement menacée par sa suractivité dont les conséquences nocives menacent la nature qui l'entoure

et donc sa propre existence. Dans ce contexte pour le moins inquiétant, s'il est une règle qui s'impose désormais à tous les peuples sur les cinq continents, c'est bien celle de la connaissance précise de leur passé, donc de leur Histoire. Avec, en toile de fond, le fait que de la juste connaissance des temps antérieurs dépendra pour une large, très large place, le temps à venir.

Dans ce contexte que nous sommes de plus en plus nombreux au sein de la presse internationale à décrire et à commenter, les capitales culturelles et historiques comme Brazzaville ont un rôle majeur à jouer. Située au cœur de l'immense bassin du Congo et dotée d'infrastructures culturelles, universitaires, scientifiques parfait-

ement adaptées à cette longue quête du passé, la grande cité où se reconstruit la France avec le général de Gaulle lors de la Seconde Guerre mondiale et où se tiennent de grandes conférences internationales comme celle des trois bassins forestiers et fluviaux de la planète est, en effet, aujourd'hui bien, très bien placée pour mener cette réflexion stratégique.

Remonter dans le temps pour tirer, de façon très concrète, les leçons du passé proche et lointain est de manière évidente l'une des exigences de l'époque où nous vivons. La preuve nous en est fournie chaque jour par l'aggravation continue des tensions qui dressent les unes contre les autres les grandes puissances dans différentes régions du monde, tout comme cela s'est

produit à maintes reprises dans les siècles précédents. Aggravée par les avancées techniques et scientifiques qui marquent le début du nouveau millénaire, la menace globale que nous voyons se dessiner rend nécessaire, vitale même cette réflexion globale.

L'Afrique dans son ensemble, l'Afrique centrale tout particulièrement est bien, très bien placée pour la mener tant qu'il en est temps. Détenant les plus riches ressources minérales de la planète, jouant un rôle clé dans la protection de la nature, abritant la population la plus jeune et la plus nombreuse de la planète, elle a tous les moyens nécessaires pour aider l'humanité à résoudre les problèmes qui menacent sa survie.

Jean-Paul Pigasse